

BRUXELLES

DEMAIN

OBJECTIF 2024!



DOSSIER
*Anderlecht: stop à la
mosquée chée. de Mons*

Page 6



ANALYSE
*Good Move, comment
les écolos préparent leur
propre sortie*

Page 13

DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

LE COMPTE A REBOURS À COMMENCÉ : OBJECTIF 2024 !

Chères amies et chers amis,

Dans un peu plus d'une année, les électrices et les électeurs de notre pays seront appelés à faire un choix crucial pour notre avenir et, plus important encore, pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Nous avons assisté, en une législature de cinq ans, à l'effondrement d'un certain nombre de piliers qui soutenaient notre société: la paix mise à mal sur notre continent, la prospérité économique balayée par une récession sans précédent depuis des décennies, la sécurité sanitaire remise en question par l'épidémie du corona virus, la raison écartée par la folie de la théorie du genre et le wokisme, notre épargne qui fond comme neige au soleil et le surgissement en Europe de toujours plus de migrants venus de pays dont les cultures sont tellement différentes des nôtres qu'elle se révèlent parfaitement incompatibles.

Les générations d'après-guerre n'ont jamais connu une telle convergence de tragédies. Le paradoxe de nos sociétés occidentales, c'est qu'elles ont su développer des technologies fabuleuses qui transforment fondamentalement notre manière de vivre dans des domaines comme la médecine et les communications, mais que dans le même temps la barbarie est dans nos rues. Les hommes et les femmes politiques des vieux partis du système n'ont pas voulu voir que l'enjeu est celui de la survie de notre civilisation. Et comme ils n'ont rien vu venir, ils s'accrochent à leurs vieilles rengaines dépassées sur «l'ouverture au monde», «la solidarité mondiale», «le vivre ensemble», etc.

Le Vlaams Belang quant à lui se caractérise par sa lucidité et son franc-parler. Il ignore l'hypocrisie, la langue de bois et la dénégation de la réalité. Les faits sont les faits et partout et toujours nous voulons mettre nos gens à la première place. Dans près d'un an, chaque électrice et chaque électeur devra en conscience faire un choix entre ces deux façons de voir le monde.

Rien n'est perdu, l'histoire nous montre que tout est possible. Pensons à la Reconquista en Espagne et à la chute du Mur de Berlin. Tout est possible à condition de le vouloir vraiment. Voilà pourquoi chaque citoyen conscient de la gravité de la situation doit jeter ses forces dans ce combat pour le retour du bon sens. Chacun à son rythme et selon ses capacités peut nous aider à redresser la situation.

C'est maintenant que nous nous organisons pour remporter les élections du mois de mai 2024. Nous avons besoin de vous, alors n'hésitez pas à nous contacter pour qu'ensemble nous puissions écrire l'Histoire.

Merci pour votre soutien.

Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles





DU TRAVAIL, DU TRAVAIL ET ENCORE DU TRAVAIL

Nous pouvons retourner le problème dans tous les sens, au bout du compte, sur le plan socioéconomique le problème majeur de la Région bruxelloise est le taux d'inactivité.

Au niveau régional, Bruxelles enregistre une forte hausse du pourcentage de personnes occupées dans la population de 20 à 64 ans en cette période d'après crise sanitaire, en effet on passe de 62,6% à 65,8%. En Flandre, le taux d'emploi augmente de 76,2% à 76,8% et en Wallonie, on observe une très légère hausse de 65,8% à 65,9%. Mais on constate que Bruxelles reste la Région au taux d'emploi le plus faible et est même largement distancée par une Flandre qui montre sa dynamique économique et l'efficacité de sa politique de mise à l'emploi.

Le facteur essentiel qui doit permettre à Bruxelles de survivre et de se développer après des décennies de gabegie, de démagogie, de clientélisme, de veulerie, de laxisme, de corruption et d'incompétence généralisée, c'est l'activation des chômeurs et des inactifs. Pour leur propre bien être, évidemment, mais aussi pour qu'ils puissent participer au développement de notre société par leurs impôts. De cette façon, ils pourront payer leur loyer, leur facture d'énergie, leurs frais médicaux, etc., et donc participer activement au redressement de notre Région. C'est aussi par le travail qu'une certaine jeunesse à la dérive retrouvera des cadres de référence, qu'elle fera l'apprentissage de la responsabilité et du respect de soi-même et des autres. C'est en travaillant qu'elle connaîtra la valeur de l'argent et la satisfaction d'être utile.

C'est par le travail qu'on lutte le plus efficacement contre la délinquance qui est fille de l'oisiveté et de l'argent facile.

TOUT POUR LES HONNÊTES GENS, RIEN POUR LES PROFITEURS

Pour mener une telle politique il va falloir faire preuve de fermeté. Il va falloir mener les contrôles nécessaires et prendre les sanctions qui s'imposent contre ceux qui choisissent d'encore essayer de vivre en parasites. S'il faut une protection maximale pour les vrais chômeurs et les vrais malades, il faudra être impitoyable avec ceux qui profitent et abusent de notre sécurité sociale. De même il faudra débusquer et sanctionner impitoyablement la fraude fiscale et la corruption.

Une telle politique volontariste ne pourra pas se développer sans la participation des entreprises qu'il faudra encourager sur les plans de la fiscalité, de la formation du personnel potentiel, de la mobilité, de la simplification administrative et de la qualité des infrastructures d'accueil en Région bruxelloise.

On le voit, tout se tient. Aujourd'hui, force est de constater que les partis politiques au pouvoir ne sont pas à la hauteur de ces défis. Il faut donc un changement radical de mentalité, dans le monde politique, dans le monde des entreprises, mais aussi chez les électeurs. Il faut en finir avec les a priori, les tabous, les conservatismes de droite comme de gauche. Maintenant il faut voir les choses comme elles sont, nommer les choses par leur nom et prendre les décisions qu'impose le bon sens. Soyons honnêtes, seul le Vlaams Belang est à la hauteur de tels enjeux. En 2024, chacun dans l'isolement sera mis devant ses responsabilités.



Dominiek Lootens-Stael

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois



1070: AVENUE MARIUS RENARD

Le quartier de l'avenue Marius Renard, et en particulier le centre commercial autour du Carrefour, ainsi que ses clients, subit de nombreuses nuisances liées à la présence de SDF, notamment étrangers, qui harcèlent les clients. L'autorité communale d'Anderlecht fait la sourde oreille et la situation perdure depuis des mois. Le Vlaams Belang soutient totalement les riverains et il a distribué un folder dans le quartier afin d'interpeller la majorité politique très à gauche à Anderlecht.

Le Vlaams Belang demande l'évacuation immédiate des campements et la prise en charge de ces personnes par les services compétents afin de les identifier et de les héberger dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, il faut rapatrier dans leurs pays d'origine les personnes étrangères ne disposant pas d'un permis de séjour et il faut mener une politique de tolérance zéro pour toute forme de mendicité et d'occupation indue de l'espace public, ce qui signifie une intervention immédiate à la fois des forces de l'ordre et des services sociaux. Nous verrons si la commune va se décider à agir. Dans le cas contraire, on reverra certainement le Vlaams Belang dans le quartier.



LA STIB NOYAUTÉE PAR L'ISLAM

Une étude basée sur un questionnaire proposé aux travailleurs de la STIB montre que 76,5 % d'entre eux veulent être protégés contre le prosélytisme religieux, politique ou idéologique de leurs collègues. La direction de la STIB estime que «la solution sera nécessairement un compromis». Il faut agir avec toute la rigueur nécessaire et il faut écouter et comprendre ce que disent les employés de la STIB : plus de 60% des personnes souhaitent une interdiction totale des signes religieux, également en ce qui concerne les employés qui ne sont pas en contact avec le public. Par ailleurs, trois quarts des employés (75,9 %) considèrent que la STIB doit définir un cadre clair de lutte contre de telles pratiques.

Il est inacceptable que des employés de la STIB soient harcelés. Non, il n'y a pas matière ici à «compromis». Il faut mettre de l'ordre dans la maison et licencier ceux qui ne respectent pas le principe absolu de neutralité qui s'impose dans toute institution publique.

RIFI RUE DES PALAIS

L'ancien bâtiment des impôts à la rue des Palais à Schaerbeek était squatté depuis des mois par des illégaux, des demandeurs d'asile et des SDF. Ces personnes y vivaient dans une saleté indescriptible et étaient atteintes de maladies comme la galle, entre autres. Toutes ces populations venues des quatre coins de la planète s'y affrontaient dans des bagarres sanglantes qui provoquaient l'intervention quasi quotidienne de la police et des services de secours.

Les autorités politiques ont laissé faire jusqu'aux 14 et au 15 février. Lors de leur expulsion du bâtiment, les illégaux scandaient «Fuck You Belgium» pendant qu'ils étaient redirigés vers un nouvel hébergement payé par les contribuables de notre pays, à savoir l'hôtel Ibis de Ruisbroek). Comment en sommes-nous arrivés-là? Parce que celles et ceux qui ont dirigé ce pays depuis des décennies n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Aujourd'hui il est presque trop tard, sauf... si le Vlaams Belang reprend les affaires en main.

PROFILO
CHASSIS
WWW.PROFILO.BE
TEL: 02/219 35 97
FAX: 02/223 66 17





Au mois de mars 2022, l'administration communale d'Anderlecht a émis un avis défavorable à l'établissement d'une mosquée au 1102A de la chaussée de Mons en date du 02 décembre 2021. Il s'agit du Centre Islamique Al Amal de la rue du Libre Examen qui souhaite une antenne à proximité du quartier Bizet.

C'est un projet de 520 m² avec des salles polyvalentes où auront lieu des activités autour de la pratique du culte, de l'éducation religieuse, etc... Il s'agit du Centre Islamique Al Amal de la rue du Libre Examen qui souhaite une antenne à proximité du quartier Bizet.

Cet avis négatif était notamment motivé par le fait que ce projet peut occasionner des nuisances en intérieur d'îlot au préjudice du voisinage. Que les lieux seraient accessibles entre 7h et 8h le matin et entre 20 et 22h le soir, sans précision des jours concernés. Que la demande ne renseigne pas le taux d'occupation des locaux ni s'il sera fait usage d'une amplification sonore. Par ailleurs, la commune souligne une série d'éléments urbanistiques que le projet n'a pas pris en compte. Les riverains y ajoutent le problème du parking lorsque des centaines de personnes affluent vers ce lieu de culte et bien sûr l'accessibilité aux commerces qui verraient leur clientèle dépourvue de parking, avec une perte de recette considérable à la clé.

Le Centre Islamique Al Amal se fiche éperdument de cet avis et persiste à organiser des activités religieuses qui amènent des centaines de gens dans le bâtiment et donc sur le trottoir à l'arrivée et au départ avec un engorgement bruyant à chaque fois et l'accaparement des places de parking, ce qui pose un énorme problème pour les riverains et pour les commerçants du quartier.

« Pour le Vlaams Belang, ce bâtiment doit être fermé, des scellées doivent être posées et de cette façon toute activité doit y être interdite. »

Nous avons soutenu sans réserve les riverains et en particulier Madame Renata Swies, la propriétaire du café «La Roue du Métro» qui jouxte ladite mosquée et qui subit toutes les nuisances. Celle-ci a porté plainte auprès des instances urbanistiques de la commune et elle attend toujours une réponse à cette plainte.

Mais il faudra rester vigilant, mais c'est déjà une belle victoire des riverains, soutenus par le Vlaams Belang. Ce dossier est exemplatif à la fois de peu de respect de nos lois de la part de certaines communautés religieuses et de la lâcheté des autorités publiques. Ci-dessous nous avons interviewé Madame Swies. Un témoignage édifiant!

INTERVIEW AVEC MADAME SWIES

Quand vous avez appris qu'une mosquée allait s'installer à côté des chez vous, vous ne vous attendiez pas à ce que cela tourne à la catastrophe?

Vous avez, je suis d'origine polonaise, c'est-à-dire que je suis imprégnée par la culture catholique, mais je suis surtout une personne très tolérante. Il ne me vient pas à l'esprit de contester le droit à qui que ce soit de pratiquer sa religion. En réalité, le problème qui se pose ici avec l'implantation de cette mosquée n'a rien à voir avec la religion en tant que telle.

Le problème c'est le respect des règlements, des décisions prises par le service de l'urbanisme de la commune d'Anderlecht, des commerçants du quartier et des règles de sécurité.

Comment pourrait-on être satisfait lorsque des centaines de gens viennent envahir votre trottoir et empêchent de cette façon vos clients de venir chez vous, et puis il y a les problèmes du parking et les nuisances sonores. L'autre jour les visiteurs de la «mosquée» étaient agenouillés par terre pour prier, sur le trottoir, vous vous rendez compte!

Quel était votre sentiment lorsque vous avez constaté que l'autorité communale laissait faire et qu'il ne s'intéressait pas du tout à vos plaintes, pourtant parfaitement justifiées?

Ce que je ressens d'abord, c'est un immense sentiment d'injustice. Je constate que nous, braves commerçants, excellents contribuables, nous devons respecter des centaines de règles et nous sommes contrôlés plutôt deux fois qu'une et ici, sans doute parce que c'est une mosquée et que le bourgmestre veut s'adjuger les voix de cette communauté musulmane, on laisse faire. Quelle injustice!

Que comptez-vous faire à moyen et long terme?

Il n'est pas question de baisser les bras. A court terme il y a ma plainte qui doit aboutir. Il y a aussi des possibilités sur le plan juridique que nous envisagerons si nécessaire. Et puis il y a tout le travail effectué par le Vlaams Belang, au Parlement bruxellois mais aussi avec une lettre adressée au Bourgmestre, avec copie adressée à tous les élus d'Anderlecht. Il faudra bien qu'il réagisse. A plus long terme j'ai décidé de mener personnellement le combat sur le plan politique en représentant le Vlaams Belang lors des prochaines élections communales. Il faut que le bon sens, la vérité et la justice triomphent, dans mon quartier et sur l'ensemble du territoire bruxellois. Et quand je m'engage, c'est à 300%!

SUITE DU DOSSIER PAGE 8 ►



LES ACTIONS DU VLAAMS BELANG AUX CÔTÉS DES RIVERAINS CONTRE LA MOSQUÉE

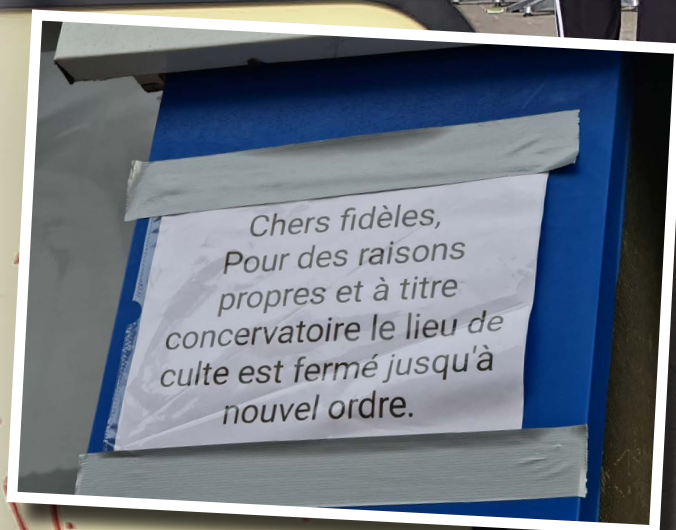
Un folder distribué dans toutes les boîtes aux lettres dans le quartier, un soutien administratif à Madame Swies pour le dépôt de sa plainte auprès du service de l'urbanisme, un communiqué de presse, une question parlementaire au Parlement bruxellois et une lettre du Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois adressée directement au Bourgmestre d'Anderlecht, lettre également communiquée à l'ensemble des Echevins et Conseillers communaux d'Anderlecht dont nous publions ici la dernière partie:

(...) « Monsieur le Bourgmestre, il est évident que vous laissez pourrir ce dossier afin de mettre les riverains devant le fait accompli. J'entends une rumeur désagréable selon laquelle vous ne souhaitez pas faire appliquer la loi parce que vous ne voulez pas prendre votre électorat arabo-musulman à rebrousse-poil pour de viles raisons électorales. Je n'ose évidemment pas l'imaginer! En n'agissant pas, Monsieur le Bourgmestre, vous mettez en réalité la vie des visiteurs de cet immeuble en danger. Cette négligence vous sera sans aucun doute reprochée en cas d'accident parce que vous n'aurez pas pris vos responsabilités en ignorant l'avis de vos propres services communaux et en refusant d'appliquer la loi.

Par la présente, je vous demande donc de clarifier votre position dans ce dossier afin que les riverains sachent enfin à quoi s'en tenir.

Les choses sont claires: soit ce bâtiment ne remplit pas les conditions d'être utilisé comme lieu de culte drainant un public nombreux, comme l'indique l'avis négatif délivré par les services de votre commune, et vous devez donc en assurer la fermeture, soit vous vous fichez de cet avis, comme s'en fiche le Centre Islamique Al Amal, et dès lors il est évident que la rumeur est en réalité le reflet de la réalité ». (...)

Le Vlaams Belang soutient totalement les habitants et les commerçants du quartier et il exercera toutes les pressions possibles sur le plan politique pour arriver à faire fermer cette fausse mosquée qui engendre de vraies nuisances. ■



Vous avez la parole ...

«Vous avez la parole» est une nouvelle rubrique dans Bruxelles Demain qui reproduira des extraits issus du nombreux courrier que nous recevons chaque semaine. Pour être tout à fait honnête, nous recevons également quelques des lettres d'insultes, souvent anonymes, mais nous ne les publierons pas parce que nous ne voulons pas perdre de temps, ni celui de nos lecteurs, avec des propos délirants, grossiers ou de mauvaise foi.

Si vous souhaitez exprimer une opinion ou un sentiment sur notre société, n'hésitez pas à nous écrire ou à nous envoyer un mail aux coordonnées que vous trouverez en page 2, vous avez toutes les chances de voir votre texte publié ou du moins un extrait significatif de celui-ci. Nous ne publierons jamais les vraies identités de nos correspondants sauf s'ils en font la demande explicite.

(* = Prénom d'emprunt)



*Françoise**

69 ANS, SCHAERBEEK

«Depuis des mois on a laissé s'installer un centre d'accueil pour illégaux chaussée de Louvain à Schaerbeek dans les anciens locaux de BeTV. Depuis lors on voit des groupes d'africains déambuler, occuper les bancs sur la place en face de l'entrée du cimetière rue Chomé, **on en a même retrouvés un en train de dormir par terre dans la rue Chomé.**

Ce centre d'accueil pour illégaux vient compléter la panoplie constituée d'une mosquée installée à quelques mètres du Centre, sur le trottoir d'en face, et d'une école «Sainte-Marie» dans la rue Chomé qui draine une population qui a de la peine à respecter les règles de la circulation et qui n'hésite pas à se garer devant les garages. Sans compter les discussions à voix très hautes dans des langues étrangères, sans parler des crachats des «fidèles» qui se rendent à la mosquée, etc, etc, etc. Résultat, je ne me sens plus chez moi dans ma propre rue, je me sens en danger permanent et je pense à déménager, ce qui est bien triste parce que je pensai pouvoir terminer mes jours dans mon appartement. Mais je suis à bout, je n'en peux plus. Le tract que vous avez mis dans ma boîte me redonne un peu d'espoir. Il y donc un parti qui est conscient de ce qui se passe. Je n'ai jamais pensé qu'un jour j'allais voter pour un parti comme le Vlaams Belang, mais les faits sont là, la situation est ce qu'elle est et il faut réagir».

*Michel**

45 ANS, MOLENBEEK-SAINT-JEAN

«Moi, au départ, je ne suis évidemment pas raciste. «Vivre et laissez vivre», c'est ma devise. Bien. Cela dit, à partir du moment où on s'en prend à ma famille, je deviens immédiatement moins tolérant. A deux semaines d'intervalle, ma fille de 16 ans est rentrée en pleurant à la maison parce qu'une bande de «jeunes» l'avait insultée de « salope » et « poufiasse blanche » et ma femme s'est fait cracher dessus par un (qualificatif que nous ne pouvons pas reproduire ici) sans aucune raison.



Ma question est la suivante: est ce que les idiots du gouvernement comprennent bien qu'en laissant faire tout et n'importe quoi on finit par créer et encourager le racisme? Moi, le racisme je sais maintenant ce que c'est. Il faut être blanc dans un quartier à majorité arabe pour le savoir. Voilà où est le racisme. Et inutile de penser à déménager en ce moment vu le prix des loyers à Bruxelles. Je ne décolère pas».



Virginie*

20 ANS, GEMBLoux

«Je suis étudiante en Histoire et je vous suis totalement dans votre critique de la philosophie woke et de la cancel culture. **La déconstruction programmée et systématique des fondements et des cadres de référence de notre civilisation est, je pense, la tentative la plus violente et la plus explicite de ces derniers siècles d'éradiquer ladite civilisation.** Après avoir comparé les prises de position des différents partis politiques du pays des deux côtés de la frontière linguistique, j'arrive à la conclusion que le Vlaams Belang est la seule formation qui identifie clairement le danger, le nomme sans tabous et qui avance des propositions sérieuses et concrètes (notamment en ce qui concerne l'enseignement).

Je constate qu'en ce qui concerne tous les autres partis politiques, soit ils abondent dans la folie woke, soit ils se montrent «compréhensifs» à des degrés divers envers ce dérèglement de la pensée, ce qui dans les deux cas les disqualifie à mes yeux. Inutile de vous dire que comme étudiante francophone dans une université francophone, je suis obligée de me taire si je veux terminer mes études sans encombre. Je pense que si j'habitais la Flandre ou Bruxelles je voterai pour le Vlaams Belang lors des prochaines élections».

Andrzej*

38 ANS, UCCLE

« **Je ne comprends pas pourquoi la Belgique se laisse envahir par des gens qui ne veulent pas s'intégrer** et qui donc n'aiment pas vraiment ce pays, sauf peut-être pour les avantages. Moi, je suis venu de Pologne pour travailler ici. Maintenant je suis à mon compte et je vais demander la nationalité Belge. Mes enfants vont à l'école flamande et tout se passe très bien pour nous. Ce n'est jamais facile de s'intégrer dans un pays dont on ne connaît pas la langue au départ et où les habitudes sont différentes. Mais nous nous sommes très vite intégrés, nous parlons le français avec notre accent polonais et nous faisons de gros efforts pour apprendre le flamand, mais nos enfants parlent très bien le français ET le flamand et ils se débrouillent bien avec de bons résultats scolaires.



Souvent, avec mon épouse, nous nous demandons pourquoi ce qui a été possible avec nous semble impossible pour d'autres familles immigrées venues surtout d'Afrique, même après plusieurs générations. Peut-être que la Belgique ne s'est pas montrée assez sévère dès le début et qu'elle a laissé faire.

A Uccle nous vivons bien, mais nous avons de nombreux amis Polonais qui vivent dans d'autres communes Bruxelloises où la vie est impossible à un tel point qu'ils pensent à retourner en Pologne. Nous pensons que le Vlaams Belang dit la vérité sur la situation à Bruxelles. C'est même le seul parti qui ose parler de certains problèmes. Nous souhaitons qu'il progresse lors des prochaines élections et que nous pourrions voter pour lui un jour devenus Belges ».

(texte retravaillé par nos soins sans en changer le sens)

LE VLAAMS BELANG EST LE PLUS GRAND DÉFENSEUR DES FEMMES

Il est encore courant de lire dans la presse francophone que le Vlaams Belang serait un parti sexiste. Qu'il pense que «la place des femmes est à la cuisine» et que les femmes seraient «juste bonnes à faire des enfants et à s'en occuper». Cette accusation est tellement ridicule qu'elle force le sourire, pourtant nous observons encore de temps en temps des commentaires sur les réseaux sociaux qui reprennent cette idée farfelue.

Pour éviter tout malentendu, que les choses soient claires: le Vlaams Belang aime et honore les femmes. Le fait de devoir réaffirmer une telle évidence nous apparaît comme anachronique. Nous respectons et saluons toutes les femmes, celles qui travaillent comme celles qui font le choix de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, les plus âgées qui ont construit notre société comme les plus jeunes qui prennent résolument et avec courage leur place dans le monde. Celles qui s'engagent en politique, comme notre Cheffe de groupe à la Chambre, Barbara Pas, qui est aussi mère de famille. Comme toutes ces femmes qui sont mandataires pour le Vlaams Belang dans les Parlements, les Conseils provinciaux et les communes ou qui occupent des fonctions dirigeantes dans nos sections et nos instances provinciales et notre Bureau politique. Bravo et merci à elles sans qui le Vlaams Belang ne serait pas le grand parti qu'il est devenu. Il n'y a pas de place au Vlaams Belang pour des conceptions aussi archaïques que le mépris des femmes.

UNE ACCUSATION QUI SENT LA NAPHTALINE

Pourtant, très récemment, c'est dans la presse néerlandophone que cette vieille accusation de mépris des femmes, usée jusqu'à la corde, est revenue sur le tapis. En effet, l'hebdomadaire de référence Knack a publié un article sur «Les femmes et l'extrême droite» dont le contenu est proprement renversant. Les rédacteurs cherchaient une réponse à la question de savoir pourquoi les femmes votent pour des partis qui veulent «restreindre leurs droits». La cheffe de Groupe du Vlaams Belang à la Chambre des Représentants a immédiatement réagi: «On m'a toujours dit qu'il n'y a pas de questions stupides, mais Knack prouve le contraire. Il n'y a pas de plus grands défenseurs des droits des femmes que des partis comme le nôtre».

Selon Knack, un parti comme le Vlaams Belang restreint les droits des femmes. A titre d'illustration, l'hebdomadaire cite que le Vlaams Belang, et auparavant le Vlaams Blok, a défendu l'idée pendant des années que la place des femmes est au foyer. C'est un préjugé absurde qui persiste depuis plusieurs décennies alors qu'il est sans aucun fondement. L'origine de cette fake news remonte à une opinion ancienne que nous défendons toujours à ce jour, à savoir que l'on veut donner à l'un des parents, le père ou la mère, la possibilité de rester à la maison et de s'occuper des enfants pendant quelques années, et de recevoir pour cela une compensation financièrement. Toujours à la recherche de l'argument fatal qui doit faire disparaître le Vlaams Belang du paysage politique, nos adversaires politiques relayés par leurs amis dans la presse, ont alors créé de toutes pièces «la femme au foyer comme boniche à bon marché, modèle impératif du Vlaams Blok/Belang». Ceci n'est qu'un avatar de plus du mépris abyssal que ces partis et ces médias portent pour monsieur et madame tout-le-monde. Comme si nos concitoyens allaient tomber dans un piège aussi grossier, aussi vulgaire.

QUELS PARTIS RESPECTENT VRAIMENT LES FEMMES ?

Knack devrait plutôt se demander pourquoi les femmes votent encore pour des partis tels que Vooruit, PS, Groen, Ecolo, Open Vld, MR, CD&V, les Engagés, défi ou PVDA/PTB. Parce qu'enfin, voyons les choses comme elles sont: pour des raisons électorales, ces partis sont tous prêts à renoncer aux droits des femmes. Il suffit de penser à l'acceptation du symbole par excellence de l'oppression des femmes, c'est-à-dire le foulard islamique». Sans parler de la vision condescendante et même carrément humiliante de ces partis sur les femmes, avec l'introduction de quotas de femmes, comme si celles-ci n'étaient pas capables de s'imposer sur base de leurs qualités propres, leur intelligence, leur pugnacité, leur imagination, leur propre manière d'appréhender notre société, qui sont autant d'atouts essentiels pour notre progression à tous.

En raison du tsunami migratoire et de la surpopulation qui en est la conséquence, les droits des femmes sont aujourd'hui indéniablement sous pression. Heureusement pour les femmes, il existe encore des partis comme le nôtre, pour lesquels le respect des femmes va de soi.

NOTRE RÉCEPTION DE NOUVEL AN : NOUS SOMMES PRÊTS !

Le dimanche 29 janvier, nous pouvions enfin nous réunir à nouveau dans les prestigieux locaux de la Vlaams Gemeenschap Commissie, situés rue du Lombard au centre de Bruxelles, pour fêter le nouvel an avec nos membres et sympathisants après deux années de mise entre parenthèses en raison de la crise sanitaire.

L'invité du jour était le député européen **Filip De Man**, qui connaît très bien Bruxelles puisqu'il y a vécu dans sa jeunesse et qu'il y a fait ses études à la VUB. Grand spécialiste des questions liées à l'immigration et aux effets secondaires de l'immigration, son intervention a passionné un public particulièrement combatif.

Nous avons profité de l'événement pour honorer notre ami Piet Verelst pour ses 80 ans. Piet est un militant de toujours, d'une fidélité exemplaire, toujours présent, toujours prêt à se porter candidat, bravo et merci à lui. Nous avons aussi remercié et félicité Madame Renata Swies qui mène un combat exemplaire contre l'implantation d'une mosquée, dans des conditions d'illégalité absolue, à côté de son établissement de la Chaussée de Mons à Anderlecht. Quel beau Courage!

Soulignons encore l'intervention puissante de notre Président bruxellois du Vlaams Belang, le Sénateur Bob De Brabandere, qui s'est mis dans la peau d'un touriste étranger qui débarque à Bruxelles-Midi et qui se retrouve rapidement pris dans une avalanche d'absurdités avant de rejoindre son hôtel. Une intervention très appréciée du public.

C'est notre député bruxellois et chef de groupe Dominiek Lootens qui avait le premier pris la parole avec le talent qu'on lui connaît. Il a délivré un message sans ambiguïté sur notre objectif pour 2024: **«Nous devons œuvrer à la construction d'un véritable avenir pour Bruxelles, un avenir basé sur de bonnes relations avec tous les Bruxellois et avec une Flandre prospère et généreuse. Pour y arriver, le Vlaams Belang doit devenir le plus grand parti de la Région flamande, mais aussi doubler son résultat électoral à Bruxelles !»**. Voilà notre feuille de route, au travail maintenant.



B ANALYSE

GOOD MOVE, COMMENT LES ÉCOLOS PRÉPARENT LEUR PROPRE SORTIE

A un an des prochaines élections, rien ne semble plus fonctionner à Bruxelles, cela se sent au sein du gouvernement bruxellois mais c'est aussi visible dans la rue. Posez simplement la question autour de vous et on vous répondra que les politiciens sont des voleurs, qu'ils n'écourent pas les gens et qu'ils sont complètement déphasés par rapport à la réalité. Il est légitime de critiquer le système politique, mais l'indignation suscitée par les politiques bruxelloises durant cette législature est de proportion quasi inédite. Good Move en est l'exemple le plus révélateur. Revenons sur les faits.

Avec l'ambition de retirer Bruxelles du hitparade des 10 villes les plus embouteillées, on a en 2020 commencé à chipoter structurellement à la mobilité. Un objectif noble qui a rapidement dégénéré en vagues de contestation traitée avec condescendance par le gouvernement bruxellois et on se rappelle les scènes totalement absurdes sur la voie publique. Les fameuses «pistes cyclables corona», soi-disant temporaires, qui ont réduit jusqu'à 50 % la capacité des axes de circulation structurants pendant la pandémie ont été la première fausse promesse. On a voulu nous démontrer que la circulation n'était pas entravée par la suppression des bandes de circulation pour les voitures, ce qui devait justifier que le temporaire se transforme en permanent. La pandémie était passée, les mesures de restriction n'étaient plus d'application et le trafic s'est redéveloppé comme auparavant.

En 2021 on a généralisé la zone 30 à toute la Région bruxelloise et les automobilistes se sont vu contraints de garder le pied en permanence

sur la pédale de frein. L'argument avancé est que ce serait meilleur pour l'environnement et aussi beaucoup plus sûr pour les usagers de la route vulnérables comme les cyclistes et les piétons. Mais cela combiné avec des embouteillages créés artificiellement par la politique de mobilité menée, tout cela s'est rapidement révélé être un mythe. Pour empêcher les citoyens de rouler à une vitesse normale, le gouvernement a créé une véritable machine à extorquer l'argent des automobilistes : radars fixes, contrôles mobiles, Lidars, amendes majorées, etc. Dans ce scénario, «l'usager faible» est présenté comme une sorte de surhomme, de demi-dieu qui peut tout faire en toute impunité, simplement parce qu'il se déplace de manière climatiquement neutre. Pour lui, il n'y a pratiquement pas de contrôles.

«L'usager faible est présenté comme une sorte de surhomme, de demi-dieu qui peut tout faire en toute impunité, simplement parce qu'il se déplace de manière climatiquement neutre »

Début 2022, sous couvert de la sacro-sainte neutralité climatique, on a retiré à des automobilistes Bruxellois le droit de circuler dans la Région avec certains véhicules considérés comme trop polluants : la zone à faibles émissions a été resserrée et ce sont 17.000 Bruxellois qui ont dû acheter une nouvelle voiture ou camionnette du jour au lendemain, du moins ceux qui en ont les moyens. Ceux qui pensaient pouvoir passer aux nouvelles normes de façon progressive ont dû déchanter. En effet, en raison de la pandémie il n'y avait pratiquement plus de véhicules à

vendre, et les modèles électriques ne pouvaient tout simplement pas être rechargés en raison d'une pénurie de... bornes de recharge. Quant aux visiteurs qui souhaitent utiliser les transports en commun pour se déplacer dans la capitale en laissant leurs voitures dans un des rares parkings de dissuasion auront de la chance s'ils peuvent y occuper l'une des pauvres 2.727 places de stationnement existantes. De la folie.

En réalité, les verts auraient souhaité aller encore bien plus loin dans la dinguerie ? Souvenons-nous de la tentative d'Elke Van den Brandt (ministre de la Mobilité pour Groen à Bruxelles) de transformer l'A12 à Neder-over-Heembeek et Laeken en boulevard urbain avec une voie dans chaque sens, alors qu'il y en a trois actuellement dans chaque sens. Ou le «projet pilote» de l'avenue de Tervuren pour convertir deux des quatre voies en piste cyclable. Puis il y a eu aussi l'idée d'amputer la rue Belliard d'une voie pour n'avoir plus que trois voies, alors qu'à l'origine il y en avait cinq. Heureusement, ces propositions sont restées des idées en l'air, contrairement à ce qui allait suivre.

La digue du bon sens s'est écroulée en 2022 et nous sommes alors entrés dans la quatrième dimension. La ministre bruxelloise de la Mobilité, Madame Van den Brandt, a présenté son plan de stationnement pour la Région, qu'on peut facilement synthétiser à un stationnement plus cher et plus rare. La politique de harcèlement des automobilistes a été lancée avec le slogan: «53% des Bruxellois n'ont pas de voiture».

«Le point de vue de ces totalitaires écolos est que quiconque utilise sa voiture à Bruxelles est un délinquant climatique qui doit payer le prix fort pour son crime»

C'est ainsi qu'on a vu les fameux véhicules qui scannent à la vitesse de l'éclair les plaques d'immatriculations des dizaines de milliers de voitures stationnées et qui repèrent et sanctionnent à la chaîne les impudents qui n'ont pas payer ou pas payer assez le droit de stationner. Avec un certain cynisme, cette politique d'intimidation et d'extorsion est financée par les impôts des automobilistes eux-mêmes. Avec les écolos, les automobilistes peuvent creuser leur propre tombe.

Mais celui qui lance un boomerang risque de le recevoir en retour en plein au visage. C'est exactement ce qui est arrivé dans les quartiers dits «apaisés». Le gouvernement écolo, avec ses tentacules dans de nombreuses communes bruxelloises, a cru pouvoir procéder sans encombre à la fermeture de rues, à la création des boucles de circulation et de filtres. L'idée des apprentis sorciers de l'écologisme politique est que l'automobiliste qui a l'impudence de vouloir circuler à Bruxelles le payera non seulement en argent, mais aussi en temps perdu. Comme un rat dans un labyrinthe, l'automobiliste se perd, revient sur ses pas, tourne en rond et finit parfois par emprunter un sens interdit pour quitter le piège dans lequel Madame Van den Brandt l'a fait tomber. Finalement, l'automobiliste finit par ne plus circuler que sur les grands axes déjà saturés.

C'était une grave erreur de calcul : le trafic ne se compose pas exclusivement de personnes traversant un quartier, mais aussi de riverains, de coursiers, de livreurs, de personnel soignant et d'autres professions nécessitant l'utilisation d'une voiture. Sans oublier les services d'urgence tels que la police, les pompiers et les ambulances qui sont tout simplement coincés dans la circulation. La réalité est que cette histoire de fou joue avec la vie des gens.



ABSURDE!

C'est précisément la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. **Les Bruxellois sont plus que fatigués d'être traités avec condescendance**, qu'on leur mente et qu'ils soient rabaissés par des politiciens professionnels prétentieux et déconnectés de la vraie vie des gens. On a vu souffler le vent de la révolte contre Good Move dans tous les coins de la ville: Anderlecht, Jette, Molenbeek, Ixelles, Schaerbeek, Uccle, Woluwe-Saint-Lambert, etc. Le même adjectif revient sans cesse: «absurde!». Chaque fois, les promoteurs de Good Move se cachent derrière des chiffres pour essayer de démontrer que leur politique de la mobilité est un triomphe absolu.

Pour ne citer qu'un de ces prophètes de l'immobilité, Bart Dhont (Groen) à Bruxelles-Ville pour ne pas le citer, s'est récemment réjoui d'une baisse de 20 % du trafic dans le Pentagone par rapport à la situation avant l'introduction de Good Move. Il affirme que les visiteurs et les navetteurs utilisent davantage de moyens de transport alternatifs pour se rendre au centre-ville. Mais moins de circulation automobile signifie aussi moins de personnes qui viennent consommer dans le périmètre du Pentagone. S'il y a peut-être moins de trafic dans le Pentagone lui-même, il y a plus d'embouteillages dans des endroits où il n'y en avait pas auparavant: place Royale, place Rouppe, place de la Chapelle, ...

Même si le tsunami d'absurdité semble calmé pour le moment, notamment grâce à la révolte des quartiers, on ne peut pas encore parler de victoire. Ici et là, les autorités communales semblent vouloir lancer des dossiers avant la fin de la législature, des dossiers qui ont déjà provoqué un tollé dans d'autres quartiers. A Anderlecht, par exemple, il y a le quartier Bon-Air où l'Echevin écolo de la mobilité veut libérer de l'espace sur la voie publique pour la mobilité douce combinée avec des rues à sens unique et d'innombrables places de stationnement supprimées. Oubien à Schaerbeek où la majorité actuelle est tiraillée entre le pour et le contre du stationnement payant.

QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON TIRER DE GOOD MOVE ?

Ceux-ci sont divers et multiples. Tout d'abord, force est de constater que le plan, et par extension sa mise en œuvre, a échoué. La réalité n'a (presque) pas été prise en compte. Les grandes différences entre les quartiers ont été ignorées et le citoyen n'a pas eu son mot à dire. De plus, Good Move a transformé la ville en cacophonie. Partout vous trouverez des routes repeintes, des blocs de béton, des bacs à fleurs, des poteaux, des jungles de panneaux de signalisation et des caméras ANPR. Cela ne rend pas une ville plus conviviale, au contraire. Enfin, Good Move a coûté beaucoup de temps et d'argent: **le plan est estimé début 2023 à 6,5 millions d'euros**, même s'il n'a été pleinement mis en œuvre nulle part en dehors du Pentagone. Les Bruxellois n'en gardent pas moins de 3.000 blocs de béton qui rendent les routes encore plus dangereuses qu'elles ne l'étaient auparavant. Au cours de ces cinq années, nous aurions pu investir dans de vraies alternatives pour résoudre le problème de la congestion : parkings périphériques, nouvelles infrastructures de métro, routes de qualité, véritables pistes cyclables protégées, nouvelles liaisons entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

Ils voulaient faire la campagne dans la ville et faire de Bruxelles un laboratoire idéologique en érigeant leur vision de la mobilité en dogme. Le résultat est que nous sommes dans la panade: le métro 3 promis sera encore une fois retardé et son financement n'est même pas assuré car la Région bruxelloise est quasiment en faillite. La circulation est toujours bloquée, il y a 18 % d'accidents impliquant des trottinettes électriques et des cyclistes de plus qu'auparavant et l'infrastructure routière est en piteux état. Seule certitude, Ecolo-Groen sera blackboulé lors des élections de 2024. Ce ne sera qu'un cauchemar qu'on s'efforcera d'oublier au plus vite.





LES IDÉES BOUGENT

Il y a de cela une vingtaine d'années, le paysage politique, médiatique et culturel (notamment littéraire) était divisé en trois tendances antagonistes.

L'extrême gauche dans toutes ses variantes, la pensée officielle représentée par les partis politiques traditionnels libéraux et socialistes, les médias subsidiés et le secteur culturel tout aussi subsidié et enfin la pensée conservatrice, indifféremment qualifiée d'extrême droite, de poujadiste, de populiste, de réactionnaire, de néo-tout-ce qu'on-veut, selon les époques. Remarquons d'emblée l'extraordinaire porosité qui existait, et qui existe toujours, entre la première et la deuxième. Seuls les mouvements de droite nationale et les publications indépendantes, comme Valeurs Actuelles, Éléments, Causeur et bien d'autres en France et une série d'écrivains et de philosophes comme Michel Houellebecq, Michel Onfray ou Alain Finkielkraut, conservent leur originalité et leur totale indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et des lobbies étrangers ou non. Plus intéressant encore, nombre de ces intellectuels brillants et atypiques se définissent comme appartenant à la pensée de gauche.

En France, c'est sans doute ce glissement, me semble-t-il assez soudain, d'une partie non négligeable de l'intelligentsia vers une remise en cause des «cordons sanitaires» idéologiques qui en science politique est l'un des événements les plus remarquables du début du 21^{ème} siècle.

Il existe donc bel et bien une gauche lucide qui ne mélange pas générosité et suicide collectif, qui ne considère pas le patriotisme comme une maladie

honteuse et qui estime qu'aucun débat sérieux n'est possible sur la question de l'immigration sans faire les constats cliniques qui s'imposent et donc de constater, chiffres en mains, que le paradis multiculturels de la gauche béate s'est transformé en cauchemar pour les «classes laborieuses» qu'elle prétend pourtant défendre et représenter.

HOUELLEBECQ ET ONFRAY, DES VOIX DISSIDENTES

Dans la dernière revue du Front populaire Michel Onfray et Michel Houellebecq ont conversé durant 45 pages sur une question: «Fin de l'occident?». Le philosophe et l'écrivain ont abordé des sujets brûlants tels que l'immigration. Michel Houellebecq a évoqué le «Grand remplacement», qui détaille l'idée selon laquelle le peuple français serait progressivement substitué par une population immigrée. «J'ai été très choqué qu'on appelle ça une théorie. Ce n'est pas une théorie, c'est un fait », a assuré l'écrivain. Ce à quoi Michel Onfray a d'ailleurs ajouté que «c'est objectivement ce que disent les chiffres». Pour les deux intellectuels, le déclin démographique de l'Occident est inéluctable. «La France ne décline pas davantage que les autres pays européens, mais elle a une conscience exceptionnellement élevée de son propre déclin», a renchéri Michel Houellebecq. L'air du temps serait-il à la lucidité ?

Les grandes fractures du passé, celle du savoir et de l'ignorance, celle de la richesse et de la pauvreté et celle plus récente de la digitalisation, sont aujourd'hui supplantées par la fracture entre le réel et l'abstraction, entre le bon sens et l'ahurissante obsession de l'égalité, entre le

mondialisme et l'enracinement, entre le vrais et le faux.



UN VOLCAN EN PHASE DE RÉVEIL

Le fait est que nous vivons désormais sur un volcan en phase de réveil. Nous voyons partout une bipolarisation des électorats où deux visions du monde s'affrontent avec d'un côté une vision mondialiste et de l'autre une vision nationaliste: un Brexit arraché à 51,89 %, deux élections présidentielles américaines remportées à un chouia au-dessus des 50% d'abord par Donald Trump et ensuite par Joe Biden, les récentes élections présidentielles brésiennes remportée par Luiz Inácio Lula da Silva contre Jair Bolsonaro avec 50,90 % des voix, les élections présidentielles françaises qui voit le Président sortant Emmanuel Macron l'emporter face à Marine Le Pen avec 58,55 % des suffrages exprimés contre 41,45 % à la candidate du Rassemblement National. Dans le cas français, l'écart est en effet plus significatif, indiscutablement, mais quel bouleversement du paysage politique hexagonal !

Désormais en France, quatre électeurs sur dix votent pour un parti clairement nationaliste. C'est un séisme politique.

« Nous devons nous réjouir que partout dans le monde le bon sens gagne du terrain, à tel point qu'il est en mesure de remporter le pouvoir exécutif dans des pays puissants sur la scène internationale. »

Mais nous sommes dans une phase critique, celle qui flirte avec les 50%. Quand une société est divisée à part égale sur des questions fondamentales comme celles de la nation, de l'identité, de la souveraineté, de l'immigration et de la liberté, tous les dangers sont envisageables. Une victoire à 51% pose la question de la légitimité politique relative d'un tel score. Tant le vainqueur que le battu détiennent quasiment la même légitimité ce qui rend le pays concerné difficilement gouvernable. En cas d'une victoire serrée d'un parti patriote, nationaliste ou populiste de droite, le danger le plus évident est celui d'une agitation sociale incitée par des syndicats politisés qui refusent le résultat des urnes, par exemple, ou des populations allochtones manipulées ou non qui elles aussi refuseraient le résultat des élections.

Pour éviter ce chaos, nous devons tout mettre en œuvre pour que nos idées triomphent de façons nettes, avec un écart d'au moins cinq pourcents au-dessus des cinquante pourcents.

Nous voyons bien que ce qui paraissait unimaginable il y a encore vingt ans est désormais à portée d'élection, nous observons des glissements dans le monde politique, médiatique, culturel et particulièrement dans le monde littéraire et philosophique. C'est, pour reprendre une expression chère à la gauche marxiste, la nécessaire «convergence des luttes» qui donne l'espoir de voir nos idéaux se concrétiser. Nous vivons une époque qui n'est sans doute pas formidable mais qui est absolument passionnante.



Patrick Sessler
Ancien député bruxellois



UN VIOL SAUVAGE À L'ULB

Ce viol brutal d'une étudiante est indéniablement la conséquence du laxisme généralisé.

Le SDF ivoirien qui a sauvagement violé une étudiante sur le site de l'ULB avait été condamné il y a tout juste un an pour avoir fracassé la tête d'un autre SDF à l'aide d'un pied-de-biche avant de l'asperger avec de l'acide sulfurique. L'homme était décédé des suites de ses blessures. Le Vlaams Belang pointe du doigt la politique extrêmement laxiste du ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne (Open Vld) qui a rendu possible ces faits particulièrement horribles sur le campus de l'ULB. L'auteur des faits aurait dû être en prison. Une fois de plus, il s'agit d'un terrible drame humain qui ne se serait jamais produit dans un Etat de droit digne de ce nom.

La jeune victime du viol porte évidemment de graves séquelles physiques et psychologiques de cette agression. Malheureusement, dans ce pays, seules les victimes de ce type de crime gravissime doivent en supporter les conséquences et non leurs auteurs.

Force est de constater que sous ce ministre de la Justice, tout comme sous ses prédécesseurs, jamais il n'a été question de mener une véritable politique de tolérance zéro pour ce type de crimes. Nous avons eu droit à quelques effets d'annonce sans suites et des promesses jamais tenues. La Belgique reste le pays où des violeurs d'enfants ne doivent pas forcément aller en prison et où un viol collectif entraîne pour leurs auteurs la rédaction d'un texte pour toute pénitence.

Cette malheureuse étudiante n'a pas seulement été victime d'une racaille meurtrière qui, bien sûr, n'aurait pas dû être autorisée à se déplacer librement fin décembre. Elle est aussi victime de la politique de gauche, extrêmement laxiste, menée par Van Quickenborne. Cette politique fait que même après un homicide on n'est pas certain de voir l'auteur sous les verrous. La surpopulation carcérale ne peut pas conduire à l'impunité, comme c'est le cas actuellement. C'est un signal extrêmement dangereux qui est envoyé aux criminels de ce type.

Avec une politique sérieuse et des sanctions sévères, réellement et totalement purgées, ce drame ne se serait jamais produit.

YANNICK F.D., C'EST:

- Un SDF Ivoirien de 23 ans;
- Coupable de meurtre à l'acide sur un autre SDF à Auderghem;
- Condamné à 30 mois de prison, mais déjà libéré après quelques semaines;
- Violeur d'une étudiante de 21 ans sur le campus de l'ULB;



Source : Sudinfo



VUE SUR LA FLANDRE : LES LIVRES DE ROALD DAHL RÉÉCRITS

L'éditeur des livres de l'auteur britannique Roald Dahl supprimera le « langage offensant » de ses histoires pour enfants. Pour le Vlaams Belang, effacer ou réécrire des passages de livres pour enfants est quelque chose qui devrait déclencher la sonnette d'alarme chez toute personne sensée. De quoi s'agit-il exactement ? Cela inclut les descriptions de personnages utilisant les mots « gros » ou « laid », par exemple. Un langage non sexiste est également introduit dans ces livres. Le Vlaams Belang estime qu'on perd la boule dans cette affaire. A première vue, vous pourriez trouver tout cela parfaitement risible, mais cette tendance névrotique doit nous inquiéter sérieusement.

Roald Dahl est un écrivain lu par des millions d'enfants dans le monde et ce dans toutes les langues possibles et imaginables. Beaucoup d'entre nous ont lu ou reçus en lectures les livres de Roald Dahl. Ses livres, devenus des classiques pour enfants, se vendent toujours très bien et plusieurs ont été adaptés au cinéma avec des succès mondiaux au box-office. **L'éditeur des livres a maintenant décidé d'apporter des centaines de modifications à ces livres.** Par exemple, dans « Charlie et la chocolaterie », Caspar Slok n'est plus appelé « gros », mais « énorme ». Les Oompa Loompas deviennent neutres en genre : ce ne sont plus des « petits hommes », mais des « petites gens ». Le mot « laid » dans « Les Gremlins » est complètement supprimé. Des passages entiers ont également été ajoutés aux livres. Dans « The Witches », on dit que les sorcières portent des perruques parce qu'elles sont chauves. Il a été ajouté : « Il pourrait y avoir de nombreuses autres raisons pour lesquelles les femmes portent des perruques et il n'y a certainement rien de mal à cela ».

On pourrait en rire, mais en réalité il y a de quoi pleurer. Il ne s'agit pas d'un petit ajustement ici et là, il s'agit carrément de réécrire les histoires. Cela fait partie d'une tendance croissante qui vise à interdire l'usage de certains mots, comme « blanc » ou « gros ». Le drame est qu'une minorité anecdotique d'individus névrosés arrivent à influencer considérablement le monde des arts et de la création, le monde universitaire, le monde médiatique et le monde politique. On a un peu l'impression qu'une génération de nos contemporains qui évolue au cœur de ce système a définitivement perdu la raison. C'est évidemment effrayant, mais cela signifie que **nous devons, nous qui vivons avec nos deux pieds bien sur terre, nous dresser et combattre cette folie furieuse et nous devons considérer qu'il s'agit ici d'un combat essentiel qui touche ni plus ni moins à la préservation de notre civilisation entière.**

Le Vlaams Belang met en garde depuis un certain temps contre l'influence croissante du wokisme et de la censure qui en résulte. Le parti a récemment soumis une proposition de résolution visant à protéger la liberté d'expression et la liberté académique dans l'enseignement supérieur contre la pression continue de la censure. Nous ne devons jamais céder à cela, en aucun cas. Ajoutons à ce dossier qu'opérer des changements de mots ou de sens et ajouter des commentaires qui dénaturent l'œuvre constitue une atteinte intolérable à l'intégrité d'une œuvre et à la propriété intellectuelle de l'auteur. **Une œuvre, quelle qu'elle soit, doit être respectée dans son intégralité et dans son originalité, quel qu'en soit son contenu et quelles que soient les évolutions de la morale dans le temps.**

06/05/2023 • 11:00 • ZUILENZAAL, VLAAMS PARLEMENT
RUE DE LOUVAIN 86, 1000 BRUXELLES

CONFÉRENCE

IMMIGRATION DE MASSE

COMBATTRE, FUIR OU SUBIR ?

avec

FILIP DEWINTER

Député au Parlement flamand (Vlaams Belang)

RENAUD CAMUS

Écrivain français, auteur de «Le Grand Remplacement»

BOB DE BRABANDERE

Sénateur (Vlaams Belang)

DOMINIEK LOOTENS-STAEL

Chef de groupe au Parlement bruxellois (Vlaams Belang)

INSCRIPTION OBLIGATOIRE

www.vlaamsbelangbruxelles.be/immigration
Tel.: 02 219 34 67